NATIONS UNIES

S

Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2861
28 avril 1989

FRANCAIS

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2861e SEANCE

Tenue au Siège, à New York
le vendredi 28 avril 1989, à 10 h 30

Président :	M. BELONOGOV	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
Membres :	Algérie	M. DJOUDI
	Brésil	M. NOGUEIRA-BATISTA
	Canada	M. FORTIER
	Chine	M. LI Luye
	Colombie	M. PEÑALOSA
	Ethiopie	M. TADESSE
	Etats-Unis d'Amérique	M. PICKERING
	Finlande	M. TORNUDD
	France	M. BLANC
	Malaisie	M. HASMY
	Népal	M. RANA
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Crispin TICKELL
	Sénégal	M. BA
	Yougoslavie	M. PEJIC

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 11 h 25.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LETTRE DATEE DU 25 AVRIL 1989, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PANAMA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/20606)

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : J'informe les membres du Conseil de sécurité que j'ai reçu du représentant du Panama une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Ritter (Panama) prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Le Conseil de sécurité va maintenant commencer l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui en réponse à une demande contenue dans une lettre (S/20606) datée du 25 avril 1989, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies.

J'attire l'attention des membres du Conseil sur le document S/20607, qui contient le texte d'une lettre datée du 26 avril 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président

Le premier orateur est S. E. M. Jorge Ritter, Ministre des relations extérieures du Panama. Je lui souhaite la bienvenue et je l'invite à faire sa déclaration.

M. RITTER (Panama) (interprétation de l'espagnol) : Au nom du Gouvernement de la République du Panama, présidé par M. Manuel Solis Palma, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, et à remercier tous les membres du Conseil d'avoir répondu, avec la rapidité appropriée, à la demande de mon gouvernement de tenir cette réunion du Conseil de sécurité en application des Articles 34 et 35 de la Charte des Nations Unies, pour examiner la grave situation créée par la chaîne de violations du droit international commises par le Gouvernement des Etats-Unis contre mon pays, qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales.

C'est au prix de grands sacrifices, de leur sueur et de leur sang que, tout au long de leur histoire, le peuple panaméen et ses dirigeants, aussi bien civils que militaires, sont arrivés à parfaire l'indépendance nationale et à structurer un système démocratique pluraliste qui, pendant des années, a valu à mon pays l'honneur d'être une oasis de paix et de prospérité au milieu d'une région convulsée par l'instabilité politique et la violence.

Notre peuple a dû faire un grand effort diplomatique et faire confiance à la solidarité internationale pour vaincre l'obstination séculaire de gouvernements successifs des Etats-Unis qui empêchait de résoudre, par la voie de la négociation, les causes du conflit nées des relations entre le Panama et les Etats-Unis en raison de l'existence du canal de Panama.

Voulant oublier l'obscure histoire de violations et d'interprétations unilatérales présentées par les Etats-Unis d'Amérique au sujet des Traités bilatéraux relatifs au canal, nous, Panaméens, avons voulu faire confiance à la primauté d'un ordre juridique international moderne et au respect des obligations internationales souverainement acceptées entre Etats.

Sur la base de ces principes et dans le respect des normes de coexistence internationale, nous avons mis toute notre énergie au service de la négociation, de bonne foi, d'un nouveau traité sur le canal de Panama susceptible d'établir des rapports d'association moderne et équilibrée entre les Etats-Unis et le Panama au sujet de la question du canal.

M. Ritter (Panama)

La communauté internationale a apporté une contribution inestimable à la réalisation d'une solution négociée acceptable par les deux pays. Il y a 16 ans de cela, lors de sa réunion historique tenue dans la ville de Panama en mars 1973, le Conseil de sécurité a salué chaleureusement la cause panaméenne et, bien que les Etats-Unis aient opposé leur veto au projet de résolution qui offrait un grand appui à notre lutte de libération nationale, le monde entier, à son tour, a opposé son veto à l'attitude obstinée des Etats-Unis.

Cet effort de négociation entre les deux pays, qui a pris forme dans les Traités du canal de Panama de 1977, semblait marquer la fin de toute une ère d'abus, d'humiliations, d'intervention étrangère et d'agression qui avait caractérisé les relations entre le Panama et les Etats-Unis et qui remontait à une période antérieure à la naissance de mon pays à la vie indépendante.

L'euphorie justifiée qui a gagné le peuple panaméen après la cérémonie de signature des Traités du canal à Washington s'est vite évanouie. Les changements politiques opérés dans la structure du pouvoir aux Etats-Unis au début des années 80, qui ont encouragé la prédominance des secteurs néo-conservateurs traditionnellement opposés aux Traités du canal, ont permis aux Etats-Unis de mettre en marche un processus lent mais soutenu en vue d'affaiblir la lettre et l'esprit de ce qui avait été convenu entre les deux pays.

La forte opposition à laquelle s'étaient heurtés, depuis le début, les Traités Torrijos-Carter dans des secteurs officiels puissants des Etats-Unis d'Amérique a amené le Panama à adopter une attitude vigilante face à la législation que ce pays devait adopter pour mettre en oeuvre ces traités. C'est ainsi que, lorsque le Congrès des Etats-Unis était en train d'étudier différents projets de loi en vue de la mise en oeuvre du Traité du canal de Panama de 1977, le Gouvernement de la République du Panama a formulé des observations catégoriques sur le contenu de ces projets, principalement en ce qui concerne le projet de loi qui allait, plus tard, servir de base générale à la loi publique No 96-70, adoptée en 1979.

Trois mois après le début de la mise en oeuvre du Traité et de l'application de cette loi, le Président du Panama a envoyé une lettre de protestation énergique au Président d'alors, Jimmy Carter, dans laquelle il attirait son attention sur toutes les violations du Traité que contenait cette loi.

M. Ritter (Panama)

Bien qu'une grande partie des objections de la République de Panama s'inscrivent dans le cadre juridique, les répercussions pratiques des violations du Traité contenues dans la loi No 96-70 sont parvenues à affaiblir une partie importante de ces accords. Cela a marqué le début du processus inexorable de pressions qui a caractérisé les relations bilatérales pendant les 10 années d'existence dudit traité.

L'obstination des Etats-Unis à donner des interprétations unilatérales inacceptables concernant le Traité du canal s'est accompagnée, ces dernières années, de pressions pour redéfinir la nature décolonisatrice des accords en vue d'étendre la présence militaire américaine au Panama après l'an 2000.

A cet égard, le document intitulé "Stratégie pour l'Amérique latine pendant les années 90" - mieux connu sous l'appellation "Document Santa Fe II" - est révélateur. Dans ce document, où est définie la stratégie de la politique américaine pour la prochaine décennie, il est dit ce qui suit au sujet du Panama :

> "L'expulsion de Noriega et la tenue d'élections ne suffiront pas à instaurer un régime démocratique au Panama. Les Etats-Unis devront concentrer leur attention sur la grande diversité des questions relevant d'un régime démocratique; la réforme des Forces de défense du Panama, l'appui à un système judiciaire indépendant et le redressement de l'économie font partie des questions fondamentales."

Il y est dit ensuite :

> "Outre cela, les Etats-Unis et le Panama, une fois que le régime démocratique sera au pouvoir, doivent commencer à planifier avec sérieux le contrôle approprié du canal, qui aura bientôt besoin de réparations de grande envergure coûteuses. En même temps, il faudra commencer des entretiens sur la véritable défense du canal après l'an 2000. Ces entretiens doivent porter notamment sur le maintien, par les Etats-Unis, d'installations limitées au Panama - principalement la base aérienne de Howard et la base navale de Rodman - en vue d'assurer un déploiement approprié de forces américaines dans tout l'hémisphère occidental."

M. Ritter (Panama)

Ces ambitions hégémoniques des Etats-Unis de maintenir une présence militaire au Panama au-delà de la date convenue ont été catégoriquement rejetées et internationalement dénoncées par le Gouvernement panaméen, qui manifeste ainsi clairement son désir inébranlable de continuer à construire sur la base du processus de libération nationale commencé avec la signature des Traités sur le canal de 1977, et donne la preuve incontestable de son respect de la volonté exprimée par la majorité écrasante de notre peuple par la voie d'un plébiscite national de mettre un terme une fois pour toutes à l'enclave coloniale honteuse maintenue sur son sol.

C'est pour cette raison que, devant l'échec des politiques de compromission, de corruption et de pressions, le Gouvernement américain antérieur a déchaîné la plus inconcevable et impitoyable série d'actes d'agression économique, politique et financière et l'intensification sans précédent des menaces de recours à la force militaire contre mon pays, dans le but déclaré de renverser le gouvernement constitutionnellement établi, d'en finir avec les institutions démocratiques pluralistes et représentatives et installer, en somme, un gouvernement fantoche qui, sous la direction du Département d'Etat, assouvirait les ambitions des Etats-Unis et accepterait de renégocier la perpétuation de la présence des Etats-Unis au Panama.

Depuis l'adoption de la résolution 239 du Sénat des Etats-Unis, approuvée le 25 juin 1987, dans laquelle on prétendait dicter au Gouvernement de mon pays des directives pour la conduite de ses affaires intérieures, jusqu'à la récente approbation de nouvelles mesures économiques coercitives contre le peuple et le Gouvernement panaméens, deux Gouvernements américains ont exécuté toutes sortes d'actes illégaux, contraires aux dispositions du droit international et aux principes fondamentaux régissant les relations entre les Etats, consacrés dans la Charte des Nations Unies et autres instruments du droit international.

En dépit de l'interdiction expressément formulée à l'article V du Traité du canal de Panama, les Etats-Unis, abusant des privilèges diplomatiques de leur ambassade au Panama, planifient, organisent, financent et exécutent des actes d'ingérence dans les affaires relevant de la compétence exclusive de la République du Panama; leurs fonctionnaires participent activement à des manifestations politiques et à des activités séditieuses, en violation flagrante du statut diplomatique dont ils jouissent.

M. Ritter (Panama)

D'après une déclaration de fonctionnaires du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, rapportée dans les médias de ce pays, en juillet dernier, l'Intelligence Committee du Sénat américain a étudié un plan secret et terrifiant, approuvé par le Président des Etats-Unis, qui comportait la possibilité d'assassiner le Commandant en chef des forces de défense du Panama.

De ces mêmes sources, nous avons appris qu'en février dernier, le Président des Etats-Unis a autorisé un ordre, approuvé par l'Intelligence Committee du Sénat, de fournir 10 millions de dollars à l'un des candidats de l'opposition panaméenne dans le double dessein, d'une part, de renforcer sa campagne prosélytique et, d'autre part, de favoriser les activités de déstabilisation.

L'octroi de 10 millions de dollars à l'opposition panaméenne peu de jours avant la tenue des élections populaires fixées pour le 7 mai, de l'avis de mon gouvernement, exprimé par le Président de la République :

"... montre que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention immorale et frauduleuse de recourir à la pratique honteuse, illégale et antidémocratique consistant à acheter des consciences pour faire élire des candidats prêts à servir les intérêts des Etats-Unis, lesquels sont contraires à la lutte pour la libération nationale menée par ceux d'entre nous qui représentent la dignité et le plus pur sentiment nationaliste du pays." (S/20607, p. 2)

Plus récemment, le Gouvernement panaméen a capturé M. Frederic Musse, ressortissant américain relevant du Département d'Etat, maintenu en détention, et s'est emparé d'un dispositif perfectionné de guerre électronique, destiné à précipiter le pays dans la violence et le chaos après les élections du 7 mai, ou pendant, selon les déclarations du détenu.

Ce dispositif, dont la destination, d'après le connaissement d'embarquement, était la base militaire américaine de Howard située sur les rives du canal de Panama, consiste en émetteurs de radio MF dans la bande de 88 à 108 mégahertz et de télévision (chaînes 7 à 13), de matériel de communication en modulation de fréquence et de matériel permettant d'écouter et d'interrompre les transmissions radiotéléphoniques des automobiles. Ce matériel qui peut brouiller et interrompre les communications commerciales, militaires, policières et officielles, ainsi que celles entre particuliers, était installé dans divers bâtiments de la capitale de la République du Panama.

M. Ritter (Panama)

Cette semaine, le Gouvernement du Panama a brisé un autre maillon de cette chaîne d'actes dirigés contre la sécurité de mon pays en découvrant que la brigade 470 du commandement sud des Etats-Unis, illégalement établie au Panama dans les bases militaires de Clayton, Corozal et Howard, avait loué 80 véhicules destinés à des activités de subversion et de déstabilisation.

D'autre part, le Panama a été victime de mouvements d'unités des forces armées américaines en dehors de leurs positions de défense; de violations de notre espace aérien; d'infiltrations d'unités du renseignement dans des secteurs relevant exclusivement de la juridiction panaméenne; de provocations dirigées contre des civils panaméens dans des quartiers de la ville de Panama; du survol des installations militaires de nos forces de défense; d'actions mettant en danger l'aviation civile et commerciale; de la politique criminelle consistant à laisser des engins explosifs près des centres de population civile panaméens et d'abandonner des engins explosifs en dehors de la zone prévue à cette fin, ce qui a déjà causé la mort de quelques Panaméens.

Ces actes sont commis quotidiennement par l'armée américaine qui, comme nous l'avons dénoncé antérieurement, a introduit dans la République de Panama, en violation flagrante des Traités du canal de Panama, des commandos spécialisés dans l'attaque surprise, un bataillon d'élite de la 82e Division aéroportée, des groupes d'experts en guerre électronique et plus de 300 hélicoptères d'attaque et de transport de troupes, outre des détachements spécialisés dans le contrôle et l'occupation de centres urbains. A cela s'ajoute l'arrivée récente au Panama de soldats et de marines, d'hélicoptères de combat et d'équipement militaire offensif qui n'avaient jamais fait partie de l'équipement utilisé par les Etats-Unis pour la défense du canal de Panama.

Le mouvement continu de troupes et d'armements ne cesse pas, de même que ne cessent pas les manoeuvres de guerre qui font étalage d'une puissance constamment prête à attaquer.

En dépit des conditions défavorables que l'agression économique, les pressions politiques et les menaces militaires imposent à mon pays, le Gouvernement panaméen s'acquitte fermement de son obligation constitutionnelle et de son engagement politique de tenir des élections honnêtes le 7 mai prochain, comme le meilleur moyen pour parfaire la démocratie, promouvoir la coexistence pacifique et renforcer l'indépendance nationale.

M. Ritter (Panama)

En effet, le dimanche 7 mai auront lieu les élections en vue d'élire le nouveau Président de la République, deux vice-présidents, les 67 membres de l'Assemblée nationale et les 510 représentants du Corregimiento. Les différentes étapes prévues par la loi électorale se sont accomplies de façon ponctuelle pour assurer aux citoyens un processus respectueux de la volonté populaire exprimée aux urnes.

Toutefois, cette campagne électorale, qui a été reconnue aussi bien par les partisans que par les adversaires du Gouvernement comme un moyen approprié de régler pacifiquement les affrontements aigus qu'a connus la société panaméenne ces dernières années, est rapidement devenue un nouveau champ ouvert à l'intervention dans les affaires intérieures de mon pays, un nouveau thème dans la campagne permanente de désinformation contre le Panama et une arène pour les nouveaux assauts lancés contre la souveraineté et la dignité de la nation panaméenne.

Ainsi, le Gouvernement américain et ses alliés locaux ont déchaîné toute une campagne internationale tendancieuse pour discréditer le processus électoral panaméen, lançant d'avance des accusations au sujet de prétendues fraudes et semant des préjugés dans l'opinion internationale quant au résultat de cet exercice d'autodétermination du peuple panaméen.

Nous avons abouti à une situation curieuse, où le Sénat des Etats-Unis, avant le vote même, a proclamé le candidat de l'opposition vainqueur des élections panaméennes. Il y a même des sénateurs qui, impunément, demandent au Gouvernement d'adopter de nouvelles mesures plus dures contre le Panama, sans exclure les mesures militaires, si le triomphe de "leur" vainqueur n'est pas reconnu. Et, audace inouïe, ils demandent de préparer et de conditionner l'opinion publique américaine pour qu'elle réagisse favorablement à toute nouvelle action contre le Panama.

Plus récemment encore, pas plus tard qu'hier, le Président des Etats-Unis a lui-même fait une déclaration dans laquelle il disait que les élections au Panama étaient frauduleuses.

Au mépris de notre statut d'Etat souverain, ils ont voulu s'immiscer dans des domaines qui, selon la loi, relèvent exclusivement du Tribunal électoral panaméen, différentes entités américaines ayant voulu mettre en place, sous des déguisements divers, un tribunal électoral parallèle et un centre d'information électorale

M. Ritter (Panama)

soi-disant indépendant, mais dont le but réel aurait été de diffuser, très tôt, des données partielles favorisant une victoire de la liste électorale à la solde des intérêts de Washington.

Devant la vigueur et la pression électorale grandissante manifestées par les sections patriotiques et nationalistes panaméennes, les plans américains de s'ingérer dans le processus électoral panaméen sont passés dans une phase de participation directe - je répète, une phase de participation directe - dans le dessein de déranger l'ordre public, de semer le chaos, de promouvoir une déstabilisation généralisée dans le pays autour des élections et de créer un prétexte à l'intervention militaire contre le Panama.

Des sources du Gouvernement américain admettent que des plans existent en vue d'une éventuelle intervention armée directe au Panama.

Depuis que le Panama a refusé, en décembre 1985, que son territoire soit utilisé comme plate-forme d'agression et a annoncé en outre qu'il ne permettrait aucune présence militaire après l'an 2000, il n'a pas connu une minute de trêve dans la guerre économique déchaînée contre lui de manière implacable par le Gouvernement des Etats-Unis.

Néanmoins, en dépit des mesures économiques fondées sur l'affirmation ridicule - ce serait risible, si les résultats n'étaient pas si tragiques - du Président des Etats-Unis, selon laquelle le Gouvernement du Panama représente une menace peu commune et extraordinaire à la sécurité et à l'économie des Etats-Unis; en dépit du déploiement démesuré d'armements perfectionnés hors des sites de défense; en dépit des vexations et des humiliations endurées constamment par la population panaméenne; en dépit de la politisation des questions relatives au canal; en dépit des plus de 700 violations des Traités Torrijos-Carter; en dépit des révélations effrayantes concernant des plans qui prévoient des séquestrations et des assassinats, le Panama n'avait pas fait appel à cette instance, attendant patiemment que la communauté internationale se rende compte elle-même de l'ampleur de cette injustice et de cette infamie.

Mais vouloir introduire maintenant, au cours d'une campagne électorale passionnée, des instruments de déstabilisation et, en plus, appuyer de manière éhontée et ouverte l'un des candidats présidentiels, ce n'est pas seulement se conduire de façon inacceptable, mais c'est créer un danger extrêmement grave, qui

M. Ritter (Panama)

met en péril non seulement le d[illegible]lement normal du processus électoral, mais également la paix et la sécurité internationales dans une région si vitale pour la navigation et le commerce du monde.

J'ai donc le devoir d'informer le Conseil de sécurité et de l'alerter au sujet de ces sombres nuages qui pèsent sur la paix à laquelle aspirent les membres de cette organisation.

M. PICKERING (Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : M. Ritter est ici dans un but évident. Ce but a trait aux élections dans son propre pays. Le message que nous lui adressons est clair. Les élections ne peuvent être gagnées au Panama au moyen d'un débat avec les Etats-Unis au Conseil de sécurité.

Comme nous l'avons dit clairement, et nous le répéterons, nous avons les doutes les plus graves quant à la justice et quant à la liberté des futures élections au Panama. M. Ritter et ses amis devraient discuter avec leurs adversaires électoraux au Panama. Néanmoins, les Etats-Unis reconnaissent que le Conseil de sécurité est un organe ouvert à tous les pays et les Etats-Unis défendront toujours le droit de la liberté de parole ici.

Les Etats-Unis sont partisans d'élections libres au Panama, comme dans tous les pays, du reste.

M. Ritter se présente ici, Monsieur le Président, demandant un débat au sujet du Panama. Comme je l'ai dit, le lieu où devrait se dérouler un débat libre et ouvert au sujet du Panama aujourd'hui, c'est au Panama même. Le peuple du Panama souhaite manifestement débattre l'avenir de son pays ouvertement et sans crainte. Il veut décider de ce que devrait être cet avenir au moyen d'un processus électoral juste.

Des élections sont prévues au Panama le 7 mai. Ces élections offrent au Panaméens la possibilité de résoudre leurs divergences de manière pacifique. Toutefois, et cela est tragique, la dictature militaire du général Noriega, l'employeur de M. Ritter, ne permettra pas d'élections libres et justes, ni un débat ouvert sur l'avenir du pays.

M. Pickering (Etats-Unis)

En fait, le régime de Noriega ferme les stations de télévision et de radio et "arrange" les listes électorales; par conséquent il n'y a pas lieu de se faire d'illusion quant à la raison pour laquelle nous discutons ici aujourd'hui du Panama. Si le Conseil de sécurité discute du Panama aujourd'hui, c'est parce que le régime refuse qu'un débat libre et ouvert ait lieu au sein de sa propre population et dans son propre pays. Ce n'est pas au Conseil de sécurité qu'il faut rechercher une solution à l'absence de démocratie au Panama. C'est au Panama que se trouve la solution. Le peuple panaméen devrait décider de l'avenir de son pays; il devrait pouvoir voter librement et il devrait pouvoir débattre librement des questions en jeu dans le cadre de ses propres élections.

Alors que les pays de l'hémisphère occidental, le monde entier en fait, se dirigent vers la démocratie beaucoup plus ouvertement, le Panama reste à la traîne et il est clair qu'à l'heure actuelle il se dirige en sens contraire.

De toute évidence, le peuple panaméen veut la démocratie. En fait, en résistant depuis 20 mois à la domination du régime par la force, le peuple panaméen a démontré à quel point il aspire à la démocratie, désir qui ne peut être assouvi que par un gouvernement librement élu qui représente clairement ses aspirations.

La crise du Panama n'est pas, comme le prétend M. Ritter, le résultat d'un complot ourdi par le Gouvernement des Etats-Unis pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Panama. La crise a pour origine la politique du général Noriega. Il s'est arrogé un pouvoir absolu sur la vie civile. Il patronne et encourage la corruption à grande échelle, y compris le trafic des drogues et des armes. La crise politique et économique du Panama est due en premier lieu au mécontentement qui se fait sentir au sein même de l'armée du Panama. En juin 1987, le Commandant adjoint des forces de défense panaméennes d'alors a accusé le général Noriega de tremper dans le trafic de drogues, d'avoir volé les élections de 1984 et d'être impliqué dans le meurtre, en 1985, d'un important dirigeant de l'opposition. Ces accusations ont déclenché, en juin 1987, la révolte d'un vaste segment de la population panaméenne préoccupée par l'abus de pouvoir commis par le général Noriega et un petit groupe d'officiers. Le régime a réagi à cette crise interne par une restriction des garanties constitutionnelles, la fermeture des journaux indépendants et des stations de radio et de télévision de l'opposition ainsi qu'en forçant nombre de citoyens panaméens à s'exiler. Les efforts déployés

M. Pickering (Etats-Unis)

pour trouver une solution par voie de médiation à la crise ont échoué parce que le régime militaire n'a jamais préconisé un règlement répondant aux voeux des Panaméens.

Tout au long de la crise au Panama, le régime militaire n'a cessé de réclamer ce qu'il déclare être un règlement panaméen à la crise panaméenne par le biais d'élections, prévues pour le 7 mai. Il est certain que ces élections constituent l'occasion de régler la crise économique et politique du Panama, à condition seulement d'être libres et justes et de permettre ainsi au peuple d'exprimer librement sa volonté. Malheureusement, le 3 mars, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains s'est déclarée gravement préoccupée par les irrégularités considérables constatées dans le processus électoral au Panama, irrégularités qui sapent jusqu'aux normes et garanties les plus élémentaires à la tenue de toute élection libre. La Commission interaméricaine a déclaré que les normes minimales exigées lors d'élections libres et justes n'existent pas au Panama. Le régime militaire continue de ne faire aucun cas de ce rapport. Les preuves continuent de s'accumuler qui montrent que le régime continue de s'efforcer de dénaturer toute expression de la volonté populaire par la supercherie, la coercition et l'intimidation.

La communauté internationale ne devrait pas être invitée maintenant à conférer la légitimité à un régime qui se refuse à affronter le jugement de son propre peuple. Ce serait une supercherie. Le régime militaire ne devrait pas non plus pouvoir dissimuler sa propre impopularité en alléguant un prétendu complot ourdi par les Etats-Unis dans l'unique intention de détourner l'attention du monde du problème fondamental du Panama - son absence de liberté et son intention apparente de procéder à des élections truquées.

Du fait que le gouvernement de M. Ritter ne peut accepter d'être jugé par ses propres citoyens, il s'emploie systématiquement à bouleverser le processus électoral. A titre d'exemples des moyens auxquels le régime recourt pour contrôler les résultat des élections du 7 mai, on peut citer :

Premièrement, la manipulation des listes électorales, y compris l'impression de fausses listes, la modification des données et des registres électoraux et des changements de dernière minute dans l'affectation des électeurs aux différents bureaux de vote.

M. Pickering (Etats-Unis)

Deuxièmement, la manipulation des cedulas, les cartes d'identité individuelles requises pour pouvoir voter, y compris en invalidant les cartes d'identité d'enregistrement des électeurs partisans de l'opposition et en délivrant des cartes de vote en double aux sympathisants du régime pour leur permettre de voter plusieurs fois.

Troisièmement, l'élaboration de plans visant à empêcher un grand nombre d'électeurs de se présenter à l'isoloir.

Quatrièmement, l'adoption de dispositions visant spécifiquement à imprimer incorrectement des bulletins de vote et à mélanger les bulletins provenant des différents bureaux de vote en vue de déclarer nul le dépouillement du scrutin.

Parmi les autres mesures prises par le régime panaméen pour influencer le processus électoral, on peut citer celle-ci : limiter le droit d'observer les élections aux seules personnes auxquelles le régime a accordé un statut officiel et refuser l'entrée au Panama durant toute la période des élections aux organisations et autres observateurs internationaux intéressés. En réservant les chambres d'hôtel sur une base prioritaire et en interdisant qu'elles soient toutes occupées, le régime veut empêcher les visiteurs et les observateurs de trouver à se loger. On peut encore citer les restrictions frappant l'entrée de journalistes étrangers, l'interdiction d'utiliser des voitures commerciales de location à quiconque n'y est pas autorisé par le régime, en vue d'empêcher les déplacements à l'intérieur du Panama afin d'évaluer le processus électoral.

Les accusations de complot lancées par M. Ritter contre les Etats-Unis deviennent plus compréhensibles et on en comprend mieux l'ironie lorsqu'on sait jusqu'où est allé le régime de Noriega pour essayer de démontrer l'existence d'un prétendu soutien populaire. Par exemple, pour donner l'impression qu'un de ses récents meetings a attiré une foule nombreuse, le régime a fait porter à ses prisonniers des tee-shirts frappés du slogan du candidat aux élections, "Duque pour Président", et les a fait conduire sous bonne garde à cette manifestation.

La communauté internationale ne doit pas contribuer aux efforts déployés par le régime de Noriega pour détourner l'attention de sa propre personne en saisissant le Conseil de ce qui, en substance, est un problème découlant de ses élections injustes et truquées. Au lieu de cela, le régime de Noriega devrait rétablir immédiatement les conditions minimales qu'exigent des élections libres. Ces conditions comprennent la liberté d'expression, la liberté de réunion et les

M. Pickering (Etats-Unis)

libertés individuelles. Le régime devrait également permettre à la presse et aux observateurs internationaux de surveiller complètement les élections.

Les Panaméens devraient évidemment avoir la possibilité de régler la crise politique et économique du Panama, mais un processus électoral marqué par la manipulation et le vol ne fera qu'augmenter les difficultés du pays. Les Etats-Unis demeurent fermement décidés à appuyer les efforts déployés par le peuple panaméen pour restaurer une authentique démocratie civile. Ils demeurent également pleinement attachés aux Traités du canal de Panama.

Tous les amis du peuple panaméen devraient affirmer le droit de ce peuple de réaliser son aspiration à un gouvernement démocratique et celle de se joindre à la communauté des nations libres.

M. Pickering (Etats-Unis)

M. Ritter accuse mon gouvernement d'avoir pour objectif ultime de dénaturer les Traités du canal de Panama. Il sait que c'est faux. En fait, c'est tout le contraire. Nous n'avons cessé d'appuyer ces importants traités depuis leur ratification, en 1978. Les Etats-Unis ne redoutent pas le jugement du peuple panaméen quant à la légitimité du régime de Noriega. C'est le général Noriega qui en a peur. Voilà pourquoi le régime de Noriega a essayé de soustraire à l'oeil du public le processus électoral au Panama. Voilà pourquoi il s'efforce de restreindre et d'empêcher une surveillance internationale. Voilà pourquoi il cherche à limiter toute observation du processus électoral à une poignée d'observateurs ayant la sanction du régime. Voilà pourquoi il cherche par un débat à New York à détourner l'attention mondiale, alors que le problème est de toute évidence au Panama.

MM. Carter et Ford, anciens présidents des Etats-Unis, ont tous deux annoncé leur intention de se rendre au Panama sous les auspices de la National Endowment for Democracy pour y observer les élections. D'une part, cela prouve notre sérieux et notre préoccupation quant au processus électoral et, comme ces deux présidents ont participé à leur négociation, cela montre d'autre part que nous souhaitons sincèrement préserver les Traités du canal de Panama. Les Etats-Unis appuient sans réserve cette mission indépendante d'observateurs au Panama et ils enverront également leurs propres représentants pour suivre le processus électoral.

Le 27 avril, le Président Bush a dit ce qui suit à propos de la situation au Panama :

"Le peuple panaméen aspire de toute évidence à des élections libres et justes le 7 mai, afin que le pays puisse reprendre sa place légitime au sein de la communauté des nations démocratiques de l'hémisphère. Seules la menace de la violence et la fraude massive du régime de Noriega empêcheront le peuple panaméen de réaliser la démocratie à laquelle il aspire.

Des élections libres et justes le 7 mai, et le respect de leurs résultats, pourront aboutir au Panama à un gouvernement légitime susceptible de mettre fin à la crise politique et économique que connaît cette nation et à son isolement international. C'est de toute évidence ce que mérite et ce que désire le peuple du Panama.

M. Pickering (Etats-Unis)

Le régime de Noriega a promis que des élections libres et justes auraient effectivement lieu le 7 mai et que des observateurs internationaux seraient autorisés à les observer. Ces dernières semaines, le régime de Noriega a pris des mesures en vue d'une fraude systématique par la violence et la coercition, et il menace et intimide les citoyens panaméens qui croient en la démocratie. Il s'efforce de limiter la présence d'observateurs venus du monde entier et d'empêcher les journalistes de couvrir librement les élections.

Néanmoins, de nombreux observateurs ont l'intention de se rendre au Panama pour braquer, comme ils l'avaient fait précédemment dans des nations comme les Philippines et El Salvador, les projecteurs de l'opinion publique mondiale sur les élections panaméennes. Nous admirons leur attachement à la cause de la démocratie et leur courage. Nous appuyons sans réserve leurs efforts.

L'époque de la dictature en Amérique latine est dépassée, et il doit en être de même au Panama. Le Panama peut encore surmonter sa crise actuelle par le biais d'élections libres et justes. Le peuple et le Gouvernement des Etats-Unis ne reconnaîtront pas les résultats des élections frauduleuses orchestrées par Noriega. Les aspirations du peuple du Panama à la démocratie ne doivent pas être démenties."

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Le Ministre des relations extérieures du Panama a demandé la parole. Je la lui donne.

M. RITTER (Panama) (interprétation de l'espagnol) : Je déplore que la réponse du représentant des Etats-Unis ait été écrite avant même que je prenne la parole. De toute évidence, ce n'est pas une réponse à ce que j'ai dit, mais plutôt l'habituelle répétition des commentaires auxquels se livrent tous les représentants des Etats-Unis chaque jour.

Je regrette sincèrement que l'on ait utilisé le Conseil pour répéter cette désinformation. Mais dans un certain sens je m'en réjouis, car cela vient confirmer tout ce que j'ai dit au sujet du fait que les Etats-Unis semblent déjà connaître le résultat des élections au Panama. Cependant, je ne suis pas venu ici demander un débat sur les élections au Panama. Les élections sont des actes relevant de la politique intérieure des pays, et je manquerais de respect envers le Conseil de sécurité si je lui soumettais des questions relevant de la politique intérieure du Panama pour que les Nations Unies en débattent.

M. Ritter (Panama)

La question que j'ai soumise à l'examen des Nations Unies - et malheureusement le représentant des Etats-Unis n'a pas su y donner de réponse - concerne la menace grandissante du recours à la force contre notre pays et le risque que le déploiement de cette force conduise à des actes de violence dans notre pays.

Le représentant des Etats-Unis n'a pas fait la moindre allusion à la menace du recours à la force. Il a répété le scénario selon lequel les Etats-Unis laisseront les élections se dérouler au Panama, mais à travers sa déclaration, nous avons pu voir que la préoccupation qui a conduit le Panama à venir devant le Conseil de sécurité était bien réelle.

Je voudrais faire remarquer que le représentant des Etats-Unis a décrit à sa manière, qui est pleine de contradictions, le processus électoral. Il est allé jusqu'à insulter sans raison l'ancien Président Carter, qui est très respecté au Panama, laissant entendre qu'il était parmi ceux qui peuvent être manipulés par le Gouvernement du Panama. Le Président Carter a été invité par le Gouvernement panaméen à assister aux élections. La demande en a été faite à ses représentants au Panama il y a deux jours et il a accepté d'assister aux élections. Il sera donc présent. Le fait que le représentant des Etats-Unis a mentionné son nom en donnant l'impression que tous ceux qui veulent assister aux élections sont susceptibles d'être manipulés par le Gouvernement ne me paraît pas rendre justice à cet ancien président des Etats-Unis.

Mais, je le répète, au lieu de se livrer à cette répétition inutile, au lieu de détourner l'attention du Conseil en lançant toute une série d'accusations des plus inappropriées, il aurait mieux fait de répondre à la question centrale soumise par le Panama au Conseil de sécurité. Cette question n'est pas celle des élections, car, je le répète, nous ne sommes pas ici pour parler des élections panaméennes, mais bien plutôt celle du conflit avec les Etats-Unis, qui met en danger la paix et la sécurité internationales. Cette question n'a pas reçu de réponse.

J'invite à nouveau le représentant des Etats-Unis à nous dire catégoriquement que l'on ne va pas recourir à la force dans notre pays sous prétexte des prochaines élections.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis a demandé la parole. Je la lui donne.

M. PICKERING (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant du régime de Noriega a fait des allégations infondées contre les Etats-Unis, qui ne méritent pas qu'on s'y attarde davantage. Elles sont dépourvues de fondement.

La faillite morale de la dictature au nom de laquelle parle M. Ritter est la seule conclusion factuelle à tirer du débat d'aujourd'hui. Il a essayé d'utiliser cette instance pour mener une campagne que, malgré la violence, la coercition et les plans destinés à favoriser une fraude systématique, le régime de Noriega craint de perdre.

Le régime refuse la présence d'observateurs internationaux impartiaux qui seraient chargés de surveiller les élections. Nous nous félicitons de la présence de tous les observateurs et espérons que sa déclaration est une invitation qui s'étend à tous.

Le régime menace et détient également les candidats de l'opposition. Il y a plus d'un an qu'il a supprimé la presse, la radio et la télévision de l'opposition. Il a fortement réduit la liberté de réunion. Il s'empare des biens privés de sociétés d'affaires qui sympathisent avec l'opposition.

Les raisons de ces mesures de désespoir sont également évidentes. Noriega sait que si les Panaméens expriment librement leurs vues, ses partisans ne gagneront pas les élections. Des sondages libres et fiables montrent que le Parti démocratique, de l'opposition, devance la candidature Noriega-Colina, par 62 % contre 25.

Les accusations entendues ici ne doivent pas empêcher ces courageux Panaméens qui sont pour la liberté et la démocratie de chercher à exercer leurs droits. Si Panama veut des élections libres comme il le prétend hypocritement, il faut que le Gouvernement panaméen permette maintenant aux partis de l'opposition de fonctionner ouvertement et librement, qu'il accorde aux partis de l'opposition un temps égal à la radio et à la télévision et qu'il permette à des observateurs internationaux et à des journalistes étrangers de surveiller les élections.

Je mets M. Ritter au défi de permettre aux Panaméens d'exercer leurs droits à des élections libres et équitables et à un Panama démocratique.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Le Ministre des relations extérieures du Panama a demandé la parole. Je la lui donne.

M. RITTER (Panama) (interprétation de l'espagnol) : Je ne veux pas abuser davantage de la patience des membres du Conseil de sécurité. Je veux simplement aux fins du compte rendu répéter ce que j'ai dit aujourd'hui. On n'a pas encore répondu à la question centrale dont Panama a saisi le Conseil de sécurité : la menace au recours à la force.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Il n'y a plus d'orateurs. La prochaine séance du Conseil de sécurité consacrée à la poursuite de l'examen de ce point de l'ordre du jour sera annoncée après consultation avec les membres du Conseil.

La séance est levée à 12 h 25.